

Immeuble Jacques Lemercier  
 5 avenue de la Palette  
 95300 PONTOISE

Pontoise, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées** Visite d'inspection du 25 août 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TERSEN (ex PICHETA)**  
 13 route de Conflans  
 95480 PIERRELAYE

Références : ud95-2023-0629  
 Code AIOT : 0006519450

### **1. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT/SITUATION ADMINISTRATIVE**

La société TERSEN Etablissement PICHETA est autorisée à exploiter une carrière de sablons sur la commune de SAINT MARTIN DU TERTRE par l'arrêté préfectoral n° 13176 du 18 avril 2016 pour une durée de 14 ans.

L'exploitation de la carrière et de ses installations annexes relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément au tableau ci-dessous :

Rubrique	Class.	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510-1	A	Exploitation de carrière	Exploitation d'une carrière de sablons à ciel ouvert d'une surface de 17 ha 75 a 64 ca	Au maximum 180 000 m³/an, soit 270 000 tonnes/an de sablons autorisés à l'extraction
2515-1a	A	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : a) Supérieure à 550 kW	Installation de concassage-criblage de matériaux minéraux (bétons de démolition, pierres,...) Puissance installée = 800 kW	Puissance installée = 800 kW Traitement au maximum de 2 x 50 000 t par an de minéraux soit environ 2 x 25 000 m³/an
2517-3	D	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit est supérieure à 5 000m², mais inférieure ou égale à 10 000 m².	Stockage en transit de matériaux minéraux/DND inertes.	Emprise utilisée : 10 000 m². Volume maximum présent sur les terrains : 25 000 m³

## 2. DÉROULEMENT DE L'INSPECTION

L'inspection a eu pour objet le récolement de la dernière partie de la zone n° 16 et une partie de la zone n° 17 dans le cadre de la cessation partielle d'activité carrière.

La visite d'inspection n'est pas un contrôle exhaustif des systèmes mis en œuvre ou des prescriptions applicables à l'établissement.

La visite d'inspection s'est tenue en salle pour l'étude des points mentionnés à l'ordre du jour. Une visite des installations a été ensuite réalisée.

## 3. VISITE DE RECOLEMENT PARTIEL

Lors de la visite du site du 25 août 2023, l'inspection des installations classées a contrôlé le respect des dispositions applicables concernant la remise en état du site.

Les travaux d'exploitation ont été conduits conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'exploitation de la carrière :

- le gisement a été exploité jusqu'à une cote aux alentours de 90 m NGF,
- l'ensemble du terrain a été nettoyé,
- la terre végétale a été décapée de manière sélective de façon à ne pas la mêler aux stériles,
- les terres et stériles de découvertes ont été conservés, à part, pour la réalisation de la barrière d'étanchéité passive ainsi que pour la couverture des déchets et la remise en état du site.



## 4. Dossier de cessation d'activité partielle

L'exploitant a transmis son dossier de cessation partielle d'activité par courrier daté du 17 août 2023 et reçu le 21 août 2023.

### 4-1) Contenu de la demande et examen du mémoire

Dans le cadre d'une cessation d'activité, et notamment de la cessation de l'exploitation d'une carrière ou de certaines des parcelles exploitées, il est constaté par procès-verbal de récolement que la carrière ou les parcelles concernées ont été remises en état, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral qui encadre l'activité. Ce procès-verbal est rédigé, après étude des documents transmis par l'exploitant et constats sur place des travaux réalisés.

Les conditions de remise en état et de remblayage de la carrière exploitée à ciel ouvert par la société TERSEN sont prescrites par les deux arrêtés préfectoraux, à savoir celui autorisant la carrière et celui autorisant l'installation de stockage de déchets non dangereux.

Dans le cadre de son mémoire réceptionné le 21 août 2023, la société TERSEN sollicite auprès de M. le Préfet, le récolement de deux sous-parties, la zone 16.1 issue de la zone n° 16 et la zone 17.1 issue de la zone n° 17 pour l'activité d'extraction de matériaux exclusivement.

Le dossier de cessation d'activité transmis est composé des pièces suivantes :

- une lettre de demande de récolement des deux sous-parties, la zone 16.1 et la zone 17.1 ;
- un dossier contenant :
  - la liste des parcelles et surfaces à récoler, soit 5 149 m<sup>2</sup> ;
  - un plan parcellaire ;
  - les photographies des zones 16.1 et 17.1 ;
  - le plan topographique au 1/200<sup>ème</sup> actualisé le 09 août 2023 ;
  - le plan de phasage d'exploitation de la carrière ;
  - l'accord des propriétaires sur la remise en état.

#### 4-2) Liste des parcelles déjà récolées

Le tableau ci-dessous reprend les récolements réalisés depuis 2020 :

Date de récolement	Zone n°	Section et n° de parcelle concernée par le récolement	Surface totale	Surface restant à récoler	Superficie récolée
11/08/20	15	Section C 60 p	23 684 m²	12 797 m²	12 317m²
		Section C 233 p			
11/06/21	16	Section C 60 p	21 631 m²	14 995 m²	2 795 m²
		Section C 233 p			3 978 m²
23/06/22	16	Section C 60 p	21 631 m²	11 023 m²	722 m²
		Section C 233 p			2224 m²
Total					24 102 m²

#### 4-3) Liste des parcelles à récoler

Les parcelles concernées par le récolement sont les suivantes :

Commune	Zone n°	Section et n° de parcelle concernée par le récolement	Superficie récolee
Saint Martin du Tertre	16	Section C 60 p	110 m²
		Section C 233 p	3 862 m²
	17	Section C 243	28 m²
		Section C 234 p	306 m²
		Section CR N°2 p	219 m²
		Section C 233 p	624 m²
Total		5 149 m²	

La visite d'inspection du 25 août 2023 et l'étude du dossier réceptionné le 21 août 2023 ont permis de constater que les parcelles concernées par la demande de cessation partielle d'activité, ont été exploitées et réaménagées comme prescrit dans l'arrêté préfectoral en vigueur. Le fond de fouille peut donc recevoir des déchets non dangereux, une fois le casier aménagé, conformément aux prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n° IC-20-027 du 10 mars 2020.

Conformément à l'article R512-39-3-III du code de l'environnement, le présent rapport qui constate la cessation d'activité de carrière sur les parcelles ou parties de parcelles citées ci-dessus, sur la commune de SAINT MARTIN DU TERTRE, pour une surface totale de 5 149 m<sup>2</sup> vaut procès-verbal de récolement.

L'inspection propose à M. le Préfet du Val d'Oise de :

- transmettre une copie du présent rapport à l'exploitant et à M. le Maire de SAINT MARTIN DU TERTRE ;
- informer l'exploitant que le procès-verbal de récolement ne peut en aucune façon être assimilé à un quitus donné à l'exploitant. En effet, à tout moment après la remise en état du site, et conformément à l'article R.512-39-4 du code de l'environnement, le Préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Enfin, conformément à l'article L. 514-5 code de l'environnement, l'inspection informe M. le Préfet qu'une copie du présent rapport est transmise à l'exploitant et qu'il dispose de quinze jours pour d'éventuelles observations.